

## Débat sur l'Ecole

Synthèse de la rencontre du 13 décembre à Torcy

Organisateur : M. ROUJAS, IEN

Animateur : M. P-L. MOREAU, CEPJ.      Rapporteur : Mme J . NERVI

Participants : Une cinquantaine d'enseignants des écoles primaires principalement de TORCY, une dizaine de parents d'élèves, le maire adjoint et le responsable des affaires scolaires de la ville de TORCY.

**Thème 1, Point 3 : Quelles sont les valeurs de l' école républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ? Dans quelle mesure peut-on par l'éducation aux médias contribuer à la formation de l'esprit critique ?**

L'esprit critique ne serait pas moins développé chez les jeunes qu'il y a 20 ans, mais la prégnance des médias est plus grande et la pression ambiante plus forte. La fragilisation de l'environnement social rend les jeunes plus vulnérables, en particulier sur le plan de la consommation y compris des images (attitude passive).

L' esprit critique n'est pas dans l'air du temps : il constituerait plutôt un frein dans le parcours social : les employeurs cultivent plutôt l'esprit de soumission à l'ordre de l'entreprise. Pourtant développer l'esprit critique est une nécessité pour la formation de l'esprit rationnel, pour la maturité intellectuelle et pour former les acteurs de la société.

L'école participe à la formation de l'esprit critique. Les enseignants qui ont déjà cette attitude la font naturellement passer dans leur démarche pédagogique en amenant les enfants à débattre, écouter, entendre les arguments des autres . Il s'agit de développer un rapport actif au savoir , d'inviter en permanence à analyser les sources d'information (exemple : internet)

La formation à l'esprit critique passe aussi par les projets artistiques et culturels . Or certains participants s'inquiètent d'un retour aux enseignements fondamentaux qui se profilerait à l'exclusion des matières « secondaires » et donc des projets culturels, artistiques ...). Ces projets permettent pourtant de décentrer l'enseignant de sa pratique. Pour les élèves, ces projets constituent des leviers déterminants pour l'épanouissement de leur personnalité, la

valorisation d'autres ressources que celles des seuls savoirs académiques, d'autant plus quand les jeunes sont en difficulté sur ces matières.

Les enseignants ont besoin avant tout de formation à la méthode de montage de ces actions et de temps pour continuer à se cultiver et donc être eux mêmes en situation de ressources auprès des élèves au delà des seules matières de base

Mais les élèves n'ont pas tous accès aux projets artistiques ou culturels. Ce qui pose le problème d'inégalité d'accès au Service public de l'enseignement est abordé. Au lieu de relever des seuls enseignants volontaires, les activités autour de la culture devraient être intégrés dans les programmes généraux/nationaux. Tous les enfants pourraient ainsi y avoir accès en toute égalité.

La question d'une participante sur l'opportunité de spécialiser des enseignants sur ce type d'activité reçoit un écho opposé d'autres participants qui insistent sur l'intérêt irremplaçable de la rencontre directe des élèves avec des professionnels, qui leur montrent et leur parlent de leur pratique. Les projets de type culturel ne peuvent pas être institutionnalisés : ils nécessitent une implication des enseignants pour ne pas être réduits à leur plus simple expression et perdre leur sens.

Des participants expriment le souhait de sécuriser ces projets par des financements pérennes et d'un soutien plus développé des Conseillers pédagogiques (que peu de participants ont eu l'occasion de rencontrer compte tenu des faibles effectif qu'il faut renforcer). Les Conseillers devraient avoir la mission de favoriser l'essaimage des projets pertinents, de veiller à ce que les enseignements qui en sont tirés soient largement diffusés.

Plusieurs participants plaident pour des stages de formation qui ne soient pas seulement axés sur les apprentissages fondamentaux. Dans le même objectif ils proposent d'ouvrir plus largement les possibilités de congé long de formation, indispensable pour revivifier le dynamisme des enseignants, et dont l'accès est actuellement très restreint.

#### Propositions :

- Consolider les acquis des expériences menées autour des pratiques artistiques et culturelles en tant que vecteurs d'éveil à l'esprit critique (éducation à l'image, à la représentation de l'imaginaire et du réel). Intégrer ces Projets artistiques, culturels et d'ouverture sur les réalités socio professionnelles dans les programmes nationaux, avec des intervenants extérieurs
- Programmer des actions de formation sur la pédagogie de la démarche critique
- Développer l'accès à la formation longue des enseignants, et ouvrir le plan de formation

## **Thème 2 : Comment en matière d'éducation, définir et répartir les rôles et les responsabilités respectifs de l'Etat et des collectivités locales ? L'efficacité de l'école exige-t-elle plus de décentralisation (ou de déconcentration ?)**

L'école peut-elle être plus efficace ? Qu'est-ce que l'efficacité de l'école ? L'efficacité se mesure-t-elle uniquement à l'aune des examens finaux (Bac...) ? de l'insertion professionnelle ? ou aussi dans le développement de la personnalité des élèves et de leur insertion sociale ? Faut-il décentraliser pour adapter au mieux l'enseignement au terrain ? Que peut-on décentraliser sans risque de dérive ? Qu'est-ce qui serait plus efficient ?

La décentralisation est un acte politique qui soulève la question du pouvoir et des exigences de celui qui finance, donc du risque de dérives et de disparités, d'un enseignement à deux vitesses selon la richesse des collectivités. Ainsi, tant l'absence actuelle de cahier des charges national pour l'équipement des établissements (de quoi a-t-on besoin pour travailler dans de bonnes conditions), que l'inégalité de dotation financière dans le département (de 10 à 150 euros par élève et par an), creusent les écarts entre élèves.

La privatisation de la gestion de certains personnels serait néfaste à l'efficacité globale qui comprend aussi la dimension relationnelle en particulier dans le premier cycle des apprentissages. La municipalité de Torcy ne privatiserait pas la gestion des personnels de service car la dimension relationnelle de leur travail, dans la continuité de l'année est un élément essentiel de leur efficacité...pour le bien être des enfants.

La décentralisation ne peut-être approfondie sans strict cahier des charges national qui garantisse l'égalité des conditions d'apprentissage. Mais une déconcentration plus poussée permettrait de mieux répartir les moyens, les effectifs. On ne peut pas continuer à allouer les mêmes moyens (nombre d'enseignants, ordinateurs...) à une école fréquentée par des enfants dont les parents sont aux 2/3 sous le seuil de pauvreté (mais pas en ZEP) et une école de centre ville à la composition sociale plus équilibrée

L'efficacité c'est aussi de savoir faire avancer chaque enfant à son rythme de savoir développer la capacité à réfléchir, à s'organiser, à s'adapter, leur apprendre à vivre ensemble. Or l'uniformité des programmes ne se prête pas à cette efficacité (sanction de l'enseignant si traitement différencié des élèves ?). Les enseignants sont demandeurs de temps d'entretiens plus approfondis avec leur IEN.

Il convient de multiplier les activités pour permettre à tous les types de personnalités et styles cognitifs de s'épanouir, alors qu'actuellement ce sont les profils maths-français qui sont privilégiés. Le travail de la communauté éducative autour de l'enfant doit se concevoir dans la durée et pas seulement sur les indicateurs d'évaluation sommative.

La comparaison avec d'autres systèmes éducatifs est éclairante: la Suède ne valide pas les enseignements de la même façon par tranches

annuelles ; l'acte éducatif est bien global et ne peut se réduire à un saucissonnage (cf. le système des unités capitalisable qui permet un parcours plus souple autour du même bloc d'enseignements).

#### Propositions :

- Allouer des moyens adaptés (nombre d'enseignants, ordinateurs...) aux besoins. Les classes de composition plus équilibrée ne nécessitent pas le même encadrement que celles à majorité d'enfants de familles très modestes.
- Accompagner la décentralisation d'un cahier des charges explicite
- Envisager d'autres formes d'évaluation des enseignants. Ne pas réduire l'évaluation (de l'efficacité) au critères de passage de classe.

#### **Thème de débat connexe : la lecture**

Des parent d'élèves souhaitent que les enfants puissent apprendre à lire en maternelle. Des enseignants répondent que des programmes existent, qui sont le fruit de recherches et invitent à laisser le temps aux enfants d'apprendre bien d'autres choses, de grandir harmonieusement. Si l'on mobilise toutes les facultés de l'enfant autour de l'apprentissage précoce de la lecture c'est autant d'énergie qui ne sera pas mobilisée sur les autres besoins de développement.

Cette parenthèse illustre le problème de la communication entre enseignants et parents. Les parents devraient être mieux informés de l'organisation des apprentissages et du pourquoi du choix des méthodes. Ils se sentiraient plus associés et seraient donc plus « complices » des enseignants.

Problème spécifique de la classe du CP qui comme certains autres paliers (6°, 2°) mériterait une attention particulière, compte tenu de la charge de l'angoisse portée tant par les enfants que les parents.